

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4157

[2008/204211]

23 OCTOBRE 2008. — Décret portant diverses mesures relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux attractions touristiques, à l'organisation du tourisme et aux itinéraires touristiques balisés (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Du champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Des modifications du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique*

Art. 2. L'article 2 du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique est complété comme suit :

29° endroit de camp : l'établissement d'hébergement touristique mis en location ou à disposition exclusivement d'un camp d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout État membre de l'Union européenne;

30° résidence de tourisme : tout établissement d'hébergement touristique à but lucratif répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- il fait l'objet d'une exploitation permanente;
- il est composé d'un ensemble homogène de chambres ou d'appartements meublés, y compris un coin cuisine;
- il propose une location à la nuit, à la semaine ou au mois;
- il a une capacité maximale d'au moins 100 personnes;
- il est géré par une seule personne physique ou morale;
- il respecte les normes de classement minimales telles que prévues par ou en vertu de l'article 33;
- il utilise la dénomination de "résidence de tourisme", "résidence d'affaires" ou "résidence services";
- il est situé en dehors de tout établissement d'hébergement touristique utilisant une autre dénomination définie par le présent article;

31° envoi certifié : l'envoi réalisé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou tout autre moyen jugé équivalent par le Gouvernement".

Art. 3. Dans l'intitulé du titre II du même décret, les mots "et villages de vacances" sont remplacés par ", villages de vacances et résidences de tourisme".

Art. 4. Dans le même décret, les mots "lettre recommandée à la poste" et "lettre recommandée à la poste avec accusé de réception" sont remplacés par "envoi certifié".

Art. 5. A l'article 6, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "et 24°bis" sont remplacés par les mots ", 24°bis et 30°".

Art. 6. A l'article 10, alinéa 3, du même décret, les mots "visées à l'article 24" sont remplacés par les mots "visées à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°".

Art. 7. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "ou du village de vacances" sont remplacés par les mots ", du village de vacances ou de la résidence de tourisme".

Art. 8. A l'article 18, 2° et 3°, du même décret, les mots "ou du village de vacances" sont remplacés par les mots ", du village de vacances ou de la résidence de tourisme".

Art. 9. A l'article 24 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "et 24°bis" sont remplacés par "24°bis et 30°";

2° au § 1^{er}, alinéa 2, 4° le mot "minimale" est remplacé par le mot "maximale" et le mot "parcelles" par "emplacements";

3° au § 2 les mots "l'alinéa 1^{er}" sont remplacés par "l'alinéa 1^{er} du paragraphe précédent".

Art. 10. A l'article 36 du même décret, les mots "ou d'une unité de séjour" sont remplacés par les mots ", d'une unité de séjour ou d'une résidence de tourisme".

Art. 11. A l'article 37 du même décret, les mots "ou l'unité de séjour" sont remplacés par les mots ", l'unité de séjour ou la résidence de tourisme".

Art. 12. A l'article 44 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 4°, est complété comme suit : "ou d'autorisation sous condition";

2° à l'alinéa 4, les mots "révision de classement" sont remplacés par "révision de classement visée à l'alinéa 1^{er}, 4°".

Art. 13. L'article 51, § 1^{er}, 7°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"7° deux membres effectifs proposés par le Comité technique des villages de vacances et des résidences de tourisme".

Art. 14. A l'article 76, alinéa 2 du même décret, les mots "et de la densité d'occupation du bâtiment" sont remplacés par "et de l'ancienneté du bâtiment".

Art. 15. A l'article 77, alinéa 2, du même décret, la phrase "Le délai et ses renouvellements ne peuvent excéder, au total, douze mois. » est remplacée par la phrase "Le délai initial et ses éventuels renouvellements ne peuvent excéder, au total, trente mois".

Art. 16. A l'article 78, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, la seconde phrase est remplacée par la disposition suivante : "Ce délai prend cours à la date de signature de l'attestation de sécurité-incendie par l'autorité compétente".

Art. 17. A l'article 82, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3 entre les mots "décision" et "est notifiée", sont insérés les mots "accompagnée du rapport du service d'incendie";

2° l'alinéa 3 est complété par la phrase "Simultanément, le bourgmestre envoie une copie complète de cette notification au Commissariat général au tourisme".

Art. 18. A l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, les mots "son recours" sont remplacés par les mots "sa demande".

Art. 19. L'article 94, § 1^{er}, 8^o, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

"8^o deux membres effectifs proposés par le Comité technique des villages de vacances et des résidences de tourisme".

Art. 20. A l'article 95, alinéa 2, du même décret, les mots "ou 24^obis" sont remplacés par les mots ", 24^obis ou 30^o".

Art. 21. A l'article 103, alinéa 1^{er}, du même décret, après les mots "changement de propriétaire" sont insérés les mots "ou de titulaire de l'autorisation".

Art. 22. A l'article 108, alinéa 1^{er}, du même décret, après les mots "changement de propriétaire" sont insérés les mots "ou de titulaire de l'autorisation".

Art. 23. A l'article 111, alinéa 1^{er}, du même décret, après les mots "changement de propriétaire" sont insérés les mots "ou de titulaire de l'autorisation".

Art. 24. A l'article 115 du même décret, entre les mots "camping touristique," et "taxe sur la valeur ajoutée", sont ajoutés les mots suivants "et inférieure à 1.000 euros par terrain de camping à la ferme".

Art. 25. A l'article 116, alinéa 1^{er}, du même décret, après les mots "changement de propriétaire" sont insérés les mots "ou de titulaire de l'autorisation".

Art. 26. Dans l'intitulé du chapitre V du titre V du même décret, les mots "et terrains de campings touristiques" sont remplacés par les mots "les terrains de camping touristique, les villages de vacances et les unités de séjour".

Art. 27. Le titre V du même décret est complété par le chapitre suivant :

"Chapitre IVbis : Des subventions pour les villages de vacances et les unités de séjour".

Art. 28. Dans le chapitre IVbis du même décret, il est inséré une section première intitulée comme suit : "Section 1^{re} - Subventions aux équipements collectifs des villages de vacances".

Art. 29. Dans la section première du chapitre IVbis du titre V du même décret, il est inséré un article 116bis rédigé comme suit :

"Art. 116bis. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les travaux d'aménagement et d'équipement des villages de vacances et les honoraires relatifs à ceux-ci, et pour l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux destinés à la création ou à la modernisation des villages de vacances".

Art. 30. Dans la section première du chapitre IVbis du titre V du même décret, il est inséré un article 116ter rédigé comme suit :

"Art. 116ter. Les acquisitions et travaux pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 116bis sont les suivants :

1^o les travaux d'aménagement et d'équipement des installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées, y compris l'égouttage général et les systèmes de désinfection;

2^o l'aménagement de terrains de jeux et de sports ainsi que les équipements inamovibles faisant partie de cet aménagement pour autant que leur accès soit libre et gratuit pour les personnes hébergées;

3^o les installations pour la collecte et le tri sélectif des ordures, y compris les conteneurs;

4^o l'aménagement de parcs, jardins et parterres à base d'essences locales;

5^o les travaux de mise en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques de sécurité incendie;

6^o la signalisation routière du village de vacances, répondant aux critères de la réglementation communale, provinciale, régionale et fédérale ainsi que la signalisation interne du village de vacances;

7^o l'aménagement d'un local destiné à l'accueil, y compris son comptoir, le matériel informatique et d'information et les logiciels ainsi qu'un espace avec connexion sans fil vers le réseau internet;

8^o l'installation de système de récupération et d'utilisation de l'eau de pluie;

9^o l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergies renouvelables destiné exclusivement au village de vacances ainsi que le remplacement d'équipements du village de vacances permettant de réduire d'au moins 30 % la consommation énergétique de la structure concernée;

10^o les aménagements spécifiques visant à se conformer à toutes les dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ou prises en vertu de celui-ci, relatives aux aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite".

Art. 31. Dans la section première du chapitre IVbis du titre V du même décret, il est inséré un article 116quater rédigé comme suit :

"Art. 116quater. § 1^{er}. Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 116bis.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des investissements visé à l'article 116ter, 1^o, 5^o, 9^o et 10^o.

§ 2. Aucune subvention ne peut être accordée lorsque le coût des acquisitions, travaux et honoraires est inférieur à 5.000 euros par village de vacances, taxe sur la valeur ajoutée déductible non comprise.

§ 3. Le montant total des subventions accordées pour un village de vacances ne peut dépasser 50.000 euros par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire".

Art. 32. Dans le chapitre IVbis du même décret, il est inséré une section 2 intitulée comme suit :

"Section 2. — Subventions aux unités de séjour".

Art. 33. Dans la section 2 du chapitre IVbis du titre V du même décret, il est inséré un article 116quinquies rédigé comme suit :

"Art. 116quinquies. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les acquisitions de biens meubles ou de matériaux, et pour les travaux et les honoraires :

1^o destinés à mettre une unité de séjour d'un village de vacances en conformité avec les normes de base et les normes spécifiques en matière de sécurité-incendie;

2^o permettant de réduire d'au moins 30 % la consommation énergétique globale de l'unité de séjour."

Art. 34. Dans la section 2 du chapitre IVbis du titre V du même décret, il est inséré un article 116sexies rédigé comme suit :

"Art. 116sexies. Le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 116quinquies, 1°.

Le taux de la subvention s'élève à 30 % du coût des acquisitions, travaux et honoraires visés à l'article 116quinquies, 2°.

Par période de dix ans, le montant total des subventions accordées pour une unité de séjour ne peut être supérieur à 5.000 euros, même s'il y a changement de propriétaire.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux".

Art. 35. A l'article 118 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "et 112" sont remplacés par ", 112, 116bis et 116quinquies";

2° à l'alinéa 1^{er}, 1°, entre les mots "le demandeur" et "doit être titulaire", sont insérés les mots ", ou l'entité représentante lorsque le demandeur est le propriétaire d'une unité de séjour ou d'un village de vacances,".

Art. 36. A l'article 119 du même décret, les mots "et 116" sont remplacés par les mots "116, 116quater et 116sexies".

Art. 37. A l'article 121 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "ou un terrain de camping touristique" sont remplacés par ", un terrain de camping touristique ou un village de vacances";

2° au § 1^{er}, alinéa 3, entre les mots "meublés de vacances," et "le Commissariat général au tourisme" sont insérés les mots "ou pour une unité de séjour";

3° au § 2, entre les alinéas 3 et 4, sont insérés les deux alinéas suivants :

"La subvention visée à l'article 116bis ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu à l'article 116quater, § 3, et le montant déterminé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La subvention visée à l'article 116quinquies ne peut dépasser le plafond prévu à l'article 116sexies, alinéa 2, et le montant déterminé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3";

4° au § 2, alinéa 7, les mots "ou un terrain de camping touristique" sont remplacés par ", un terrain de camping touristique ou un village de vacances" et les mots "et 116" par ",116 et 116quater";

5° au § 2, alinéa 9, entre les mots "meublés de vacances" et "atteint le plafond" sont insérés les mots "ou pour une unité de séjour" entre les mots "l'article 111" et ", une nouvelle subvention" sont insérés les mots "ou 116sexies".

Art. 38. A l'article 122 du même décret, les mots "ou 112" sont remplacés par ", 112, 116bis ou 116quinquies".

Art. 39. A l'article 123, alinéa 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 5°, entre les mots "le bénéficiaire" et les mots "doit avoir", sont insérés les mots ", ou l'entité représentante lorsqu'il s'agit d'une unité de séjour d'un village de vacances";

2° il est inséré un 6° rédigé comme suit :

"6° les factures relatives à des travaux immobiliers ne sont prises en compte que pour autant qu'elles émanent d'entreprises enregistrées auprès du Service public fédéral des Finances";

3° il est inséré un 7° rédigé comme suit :

"7° toute facture établie par le propriétaire ou le gestionnaire de l'établissement d'hébergement touristique, directement ou par personne liée, n'est pas prise en compte par personne liée, il y a lieu d'entendre l'entreprise dont le demandeur, ou son parent jusqu'au troisième degré ou toute personne cohabitant, est l'employé, le gérant ou le propriétaire".

Art. 40. Un titre Vbis intitulé "Des endroits de camp" est inséré dans le même décret.

Art. 41. Dans le titre Vbis du même décret, il est inséré un chapitre premier intitulé "Du label".

Art. 42. Dans le chapitre premier du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/1 rédigé comme suit :

"Art. 140/1. Le propriétaire ou le gestionnaire d'un endroit de camp peut solliciter l'octroi du label pour son établissement d'hébergement touristique par un organisme agréé. Le label peut être complété par un classement en trois catégories selon les normes déterminées par le Gouvernement sur la base des critères fixés par l'article 140/24".

Art. 43. Dans le chapitre premier du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/2 rédigé comme suit :

"Art. 140/2. Le label est octroyé pour une durée maximale de dix ans".

Art. 44. Dans le chapitre premier du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/3 rédigé comme suit :

"Art. 140/3. Le label n'est pas transmissible".

Art. 45. Dans le titre Vbis du même décret, il est inséré un chapitre II intitulé "De la procédure".

Art. 46. Dans le chapitre II du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/4 rédigé comme suit :

"Art. 140/4. La demande de label est introduite, par envoi certifié, auprès de l'organisme agréé. Pour être recevable, le paiement de la redevance forfaitaire, dont le montant est fixé par le Gouvernement, est préalablement effectué auprès de l'organisme agréé".

Art. 47. Dans le chapitre II du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/5 rédigé comme suit :

"Art. 140/5. Le Gouvernement arrête le contenu de la demande de label. Il détermine la forme de la demande".

Art. 48. Dans le chapitre II du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/6 rédigé comme suit :

"Art. 140/6. Si la demande est incomplète, l'organisme agréé adresse au demandeur, dans les quinze jours de sa réception, par envoi certifié, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Les pièces manquantes doivent être adressées à l'organisme agréé par envoi certifié.

Dans les quinze jours de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, l'organisme agréé adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier."

Art. 49. Dans le chapitre II du titre Vbis du même décret, il est inséré un article 140/7 rédigé comme suit :

"Art. 140/7. L'organisme agréé statue sur la demande de label et notifie sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 140/6, alinéa 2.

Elle est simultanément adressée au Commissariat général au tourisme et au bourgmestre de la commune où est situé l'établissement d'hébergement touristique.

L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu équivaut à une décision de refus".

Art. 50. Dans le chapitre II du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/8 rédigé comme suit :

"Art. 140/8. § 1^{er}. En cas de cession d'un endroit de camp, le repreneur introduit une demande de label dans les trois mois à dater de la cession. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 140/4 à 140/6.

En cas de décès du titulaire de l'autorisation, le repreneur introduit une demande de label dans les six mois à dater du décès. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 140/4 à 140/6.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, si l'endroit de camp est repris par le cohabitant, un ascendant ou un descendant au premier degré, la demande est constituée d'un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au nom du demandeur. Elle est adressée endéans les six mois du décès à l'organisme agréé, par envoi certifié. Dans les trente jours de sa réception, l'organisme agréé statue sur la demande de label et notifie sa décision au demandeur. L'absence de notification au demandeur dans ce délai équivaut à une décision de refus d'octroyer le label.

§ 3. Par dérogation à l'article 140/2, dans les cas déterminés aux paragraphes 1^{er} et 2, l'usage du label peut être poursuivi jusqu'à la notification de la décision à intervenir ou l'expiration du délai de trente jours déterminé au paragraphe 2, pour autant que la demande soit introduite dans le délai fixé."

Art. 51. Dans le chapitre II du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/9 rédigé comme suit :

"Art. 140/9. Dans les trois mois du remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'endroit de camp, le titulaire du label fait parvenir à l'organisme agréé, par envoi certifié, un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré au nom du remplaçant depuis moins de trois mois."

Art. 52. Dans le chapitre II du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/10 rédigé comme suit :

"Art 140/10. Le label mentionne :

- l'identité du titulaire;
- l'identification et la situation de l'endroit de camp;
- le cas échéant, la catégorie de classement;
- la capacité de base et la capacité maximale de l'endroit de camp;
- le cas échéant, la durée pour laquelle il est accordé.

Le label est affiché selon les modalités déterminées par le Gouvernement."

Art. 53. Dans le chapitre II du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/11 rédigé comme suit :

"Art. 140/11. Le titulaire du label signale à l'organisme agréé toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi du label ou du classement, par envoi certifié, dans les trente jours à dater de la modification."

Art. 54. Dans le chapitre II du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/12 rédigé comme suit :

"Art. 140/12. L'organisme agréé ou le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, demander la communication d'un nouvel extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au titulaire du label ou à la personne chargée de la gestion journalière de l'endroit de camp. Cette demande a lieu au minimum tous les cinq ans."

Art. 55. Dans le titre *Vbis* du même décret, il est inséré un chapitre III intitulé "Du retrait du label".

Art. 56. Dans le chapitre III du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/13 rédigé comme suit :

"Art. 140/13. Le label peut être retiré à son titulaire par l'organisme agréé ou le Commissariat général au tourisme :

1° si les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées;

2° si le titulaire du label ou la personne chargée de la gestion journalière de l'endroit de camp a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres I^{er}, IV et VI, et titre IX, chapitres I^{er} et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions."

Art. 57. Dans le chapitre III du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/14 rédigé comme suit :

"Art. 140/14. Avant de prendre toute décision retirant un label, l'organisme agréé ou le Commissariat général au tourisme avise son titulaire, par envoi certifié, du motif du retrait projeté.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par envoi certifié auprès de l'initiateur de la procédure de retrait. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu.

Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au tourisme en présence de l'organisme agréé. Un procès-verbal est établi. Le demandeur et l'organisme agréé sont avertis de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Le demandeur peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix."

Art. 58. Dans le chapitre III du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/15 rédigé comme suit :

"Art. 140/15. Dans les six mois du délai visé à l'article 140/14, alinéa 2, l'initiateur de la procédure notifie sa décision au titulaire du label par envoi certifié.

La décision est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune dans laquelle est situé l'établissement d'hébergement touristique et, soit au Commissariat général au tourisme, soit à l'organisme agréé."

Art. 59. Dans le titre *Vbis* du même décret, il est inséré un chapitre IV intitulé "De l'organisme agréé".

Art. 60. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/16 rédigé comme suit :

"Art. 140/16. Sans préjudice de l'article 140/13, l'organisme agréé est chargé d'instruire les demandes de label, d'octroyer ou de refuser le label, d'assurer un contrôle régulier de la conformité des endroits de camp aux normes du label et de procéder d'initiative, ou sur demande de l'intéressé, à la révision ou au retrait du label."

Art. 61. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/17 rédigé comme suit :

"Art. 140/17. L'organisme agréé est désigné, après un appel à candidature publié au *Moniteur belge*, par le Gouvernement pour une période de cinq ans prorogeable une fois."

Art. 62. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/18 rédigé comme suit :

"Art. 140/18. L'appel à candidature est défini par le Gouvernement et reprend les conditions fixées à l'article 140/19, les critères de sélection repris à l'article 140/20 et la procédure de désignation de l'organisme agréé."

Art. 63. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/19 rédigé comme suit :

"Art. 140/19. Pour être recevable, toute candidature respecte les conditions suivantes :

- 1° elle émane d'une ASBL dont l'objet social est compatible avec la mission de l'organisme agréé;
- 2° l'ASBL a pour membre au moins deux mouvements de jeunesse reconnus par la Communauté française;

3° les statuts de l'ASBL garantissent son pluralisme et permettent à toute organisation de jeunesse organisant des camps en région de langue française et reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne, d'en devenir membre effectif;

4° l'ASBL emploie ou s'engage à employer au moins une personne ayant une qualification au moins équivalente à celle de bachelier;

5° les administrateurs et les membres du personnel de l'ASBL ont un casier judiciaire vierge;

6° l'ASBL présente et s'engage sur un programme d'organisation, assurant au moins un contrôle bisannuel des hébergements labellisés."

Art. 64. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/20 rédigé comme suit :

"Art. 140/20. Le Gouvernement désigne l'organisme agréé, parmi les candidatures recevables, sur la base des critères suivants :

1° la représentativité des membres de l'ASBL au regard du nombre des membres d'organisations de jeunesse reconnues par la Communauté française et organisant des camps en région de langue française;

2° la qualité du programme d'organisation proposé décrivant la manière dont les tâches d'examen des demandes de label seront accomplies de manière optimale;

3° la qualification des personnes engagées par l'ASBL;

4° tout autre critère jugé opportun et énoncé par le Gouvernement lors de l'appel à candidatures."

Art. 65. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/21 rédigé comme suit :

"Art. 140/21. L'organisme agréé :

1° rend accessible, pour les services du Commissariat général au tourisme, en permanence et par informatique, l'ensemble des informations relatives aux demandes de label et aux endroits de camps labellisés;

2° adresse au Commissariat général au tourisme ses comptes annuels ainsi qu'un rapport annuel de mission;

3° fournit, dans les meilleurs délais, toute information sollicitée par le Commissariat général au tourisme relativement à sa mission;

4° édite l'ensemble de l'offre labellisée, ses caractéristiques et ses coordonnées, sur un site internet.

Le Gouvernement est habilité à déterminer le contenu du rapport annuel de mission."

Art. 66. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/22 rédigé comme suit :

"Art. 140/22. Si l'organisme agréé ne respecte plus les conditions visées aux articles 140/19 et 140/21, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure indiquant les griefs reprochés. Si dans les soixante jours qui suivent, l'organisme agréé ne s'est pas conformé intégralement aux conditions fixées par les articles 140/19 ou 140/21, le Gouvernement retire l'agrément et entame une nouvelle procédure d'appel public à candidatures.

Pendant le délai nécessaire à la désignation d'un nouvel organisme agréé, les missions de celui-ci sont exercées par le Commissariat général au tourisme."

Art. 67. Dans le chapitre IV du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/23 rédigé comme suit :

"Art. 140/23. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention à l'organisme agréé, selon la structure décrite à l'article 11 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

En cas de retrait de l'agrément, la subvention sera réduite en fonction de la période pendant laquelle l'ASBL a bénéficié de l'agrément. Les sommes indûment versées seront remboursées."

Art. 68. Dans le titre *Vbis* du même décret, il est inséré un chapitre V intitulé "Des conditions d'octroi du label, de son maintien, du classement et de sa révision".

Art. 69. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/24 rédigé comme suit :

"Art. 140/24. Le label, en ce compris le classement, d'un endroit de camp est subordonné au respect des conditions déterminées par le Gouvernement.

Celles-ci peuvent porter sur :

1° les caractéristiques du bâtiment et de ses abords, telles que notamment son agencement et son équipement;

2° la capacité de base et la capacité maximale;

3° les normes spécifiques d'hygiène, de confort et de sécurité du bâtiment et de ses abords;

4° la moralité du demandeur, du titulaire du label et de la personne assumant la gestion journalière de l'endroit de camp;

5° le contrat à signer pour chaque occupation;

6° le prix maximum de la nuitée par personne et le coût réclamé pour les charges;

7° l'identification de l'établissement de l'endroit de camp;

8° le temps de mise à disposition minimum de l'endroit de camp;

9° le respect de la quiétude du voisinage;

10° la gestion des déchets;

11° le niveau de consommation énergétique."

Art. 70. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/25 rédigé comme suit :

"Art. 140/25. Le label d'un endroit de camp est incompatible avec l'autorisation d'utiliser une dénomination visée à l'article 2, 3° à 8°, 18°, 21°, 24^{bis}, 24^{ter} et 30°, du décret."

Art. 71. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/26 rédigé comme suit :

"Art. 140/26. Le Commissariat général au tourisme délivre, via l'organisme agréé, au titulaire du label un écusson sur lequel figure, le cas échéant, la catégorie de classement attribué, lequel demeure la propriété de la Région wallonne. Le Gouvernement fixe le modèle d'écusson et détermine les règles relatives à son apposition et à sa restitution."

Art. 72. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/27 rédigé comme suit :

"Art. 140/27. Nul ne peut faire usage de l'écusson ou de tout autre dessin ou signe faisant référence au label ou à une catégorie de classement s'il ne dispose pas du label ou du classement y afférent."

Art. 73. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/28 rédigé comme suit :

"Art. 140/28. L'organisme agréé révisé le classement d'un endroit de camp si celui-ci répond aux conditions correspondant à une catégorie supérieure ou inférieure de classement."

Art. 74. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/29 rédigé comme suit :

"Art. 140/29. Lorsqu'une demande de révision du classement est sollicitée par le titulaire du label, elle est introduite, par envoi certifié, auprès de l'organisme agréé au moyen du formulaire arrêté par le Gouvernement. Pour être recevable, le paiement de la redevance forfaitaire doit avoir été effectué auprès de l'organisme agréé.

Elle est accompagnée de tous les renseignements et documents susceptibles de permettre la révision du classement."

Art. 75. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/30 rédigé comme suit :

"Art. 140/30. S'il estime que la demande contient tous les éléments lui permettant de statuer en parfaite connaissance de cause, l'organisme agréé transmet au demandeur par envoi certifié, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur un envoi certifié sollicitant la production des informations manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Dans les quinze jours de la réception de celle-ci, l'organisme agréé transmet au demandeur, par envoi certifié, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier."

Art. 76. Dans le chapitre V du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/31 rédigé comme suit :

"Art. 140/31. L'organisme agréé notifie sa décision dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier. L'organisme agréé peut, le cas échéant, classer l'endroit de camp dans une catégorie qui n'est pas sollicitée par le demandeur.

La décision de l'organisme agréé est notifiée au demandeur par envoi certifié. L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er} équivaut à une décision de refus."

Art. 77. Dans le titre *Vbis* du même décret, il est inséré un chapitre VI intitulé "Des recours".

Art. 78. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/32 rédigé comme suit :

"Art. 140/32. Le demandeur ou le titulaire du label, ci-après également dénommé "le demandeur", peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision :

1° de refus ou de retrait du label;

2° de révision du classement à l'initiative de l'organisme agréé;

3° de refus d'accorder la révision du classement.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans le cas prévu aux articles 140/7, 140/8, § 2 et 140/31, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.

Il est adressé, par envoi certifié, au Commissariat général au tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait du label ou de révision du classement. Dans ces deux cas, la décision est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur recours."

Art. 79. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/33 rédigé comme suit :

"Art. 140/33. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par envoi certifié."

Art. 80. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/34 rédigé comme suit :

"Art. 140/34. Le demandeur peut solliciter dans son recours d'être entendu. L'audition peut avoir lieu devant le commissaire général au tourisme ou son délégué. Un procès-verbal est établi. Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix."

Art. 81. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/35 rédigé comme suit :

"Art. 140/35. Dans les trois mois de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 140/33, le commissaire général au tourisme adresse un rapport au Gouvernement, lequel statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 140/33.

La décision du Gouvernement est notifiée au Commissariat général au tourisme et, par envoi certifié, au demandeur et à l'organisme agréé. Elle est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune où est situé l'endroit de camp."

Art. 82. Dans le chapitre VI du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/36 rédigé comme suit :

"Art. 140/36. A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 140/35, alinéa 1^{er}, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par envoi certifié, au Gouvernement à l'adresse du Commissariat général au tourisme. Son contenu doit mentionner le terme "rappel" et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Commissariat général au tourisme de l'envoi certifié contenant le rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision de rejet du recours."

Art. 83. Dans le titre *Vbis* du même décret, il est inséré un chapitre VII intitulé "Des subventions".

Art. 84. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/37 rédigé comme suit :

"Art. 140/37. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour les acquisitions d'équipements, de matériaux, les travaux et les honoraires relatifs à ceux-ci, destinés à mettre les bâtiments ou parties de bâtiments en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques en matière de sécurité-incendie et d'hygiène."

Art. 85. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/38 rédigé comme suit :

"Art. 140/38. Le taux de la subvention s'élève à 50 % du coût des travaux, honoraires et acquisitions visés à l'article 140/37."

Art. 86. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/39 rédigé comme suit :

"Art. 140/39. Le montant total des subventions accordées pour un endroit de camp ne peut dépasser 12.500 euros par période de dix ans, même s'il y a changement de propriétaire ou du titulaire du label."

Art. 87. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/40 rédigé comme suit :

"Art. 140/40. La taxe sur la valeur ajoutée est incluse dans le montant des acquisitions, travaux et honoraires faisant l'objet de la subvention, lorsqu'elle ne peut pas être récupérée par le demandeur."

Art. 88. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/41 rédigé comme suit :

"Art. 140/41. L'octroi de la subvention visée à l'article 140/37 est subordonné aux conditions suivantes :

1° le demandeur est titulaire du label "8197;endroit de camp;" ou s'engage par écrit à le solliciter au plus tard à l'achèvement des travaux;

2° le demandeur produit, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 140/42.

Le bénéficiaire maintient l'affectation du bien et le bénéfice du label pendant dix ans prenant cours à partir du 1^{er} janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée.

Aucune subvention n'est accordée si un autre pouvoir public a déjà octroyé une subvention pour ces travaux, honoraires ou acquisitions."

Art. 89. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/42 rédigé comme suit :

"Art. 140/42. La demande d'octroi d'une subvention est adressée par envoi certifié au Commissariat général au tourisme sur le formulaire défini par le Gouvernement. Le Gouvernement arrête le contenu et détermine la forme de la demande de subvention. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter."

Art. 90. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/43 rédigé comme suit :

"Art. 140/43. Le Commissariat général au tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour un endroit de camp, détermine le montant des subventions accordées pour cet établissement d'hébergement touristique au cours des neuf exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

La subvention visée à l'article 140/37 ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu à l'article 140/39 et le montant déterminé conformément à l'alinéa précédent.

Le Commissariat général au tourisme informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide conformément à l'article 3 du Règlement (CE) n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis."

Art. 91. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/44 rédigé comme suit :

"Art. 140/44. La liquidation de la subvention est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° les acquisitions sont exécutées au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année de l'introduction de la demande et au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention; les travaux sont entamés au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année de l'introduction de la demande et terminés au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention;

2° les dates des factures détaillées relatives aux acquisitions et travaux visés au point 1° sont comprises entre les deux dates qui y sont visées; toutefois, lorsque les travaux sont terminés dans le courant du dernier trimestre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire, le délai de facturation est prolongé de trois mois à dater de la fin des travaux;

3° les acquisitions et les travaux pour lesquels elle a été octroyée sont achevés et l'établissement d'hébergement touristique doit être fonctionnel;

4° l'établissement d'hébergement touristique a obtenu le label "endroit de camp".

Art. 92. Dans le chapitre VII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/45 rédigé comme suit :

"Art. 140/45. La subvention est liquidée à celui qui finance les acquisitions de matériaux ou les travaux, pour autant qu'il soit toujours propriétaire ou titulaire du label au jour de la liquidation."

Art. 93. Dans le titre *Vbis* du même décret, il est inséré un chapitre VIII intitulé "Dispositions générales".

Art. 94. Dans le chapitre VIII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/46 rédigé comme suit :

"Art. 140/46. Le Gouvernement est habilité à adapter le montant prévu à l'article 140/39 pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent décret selon la formule : l'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent décret et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur."

Art. 95. Dans le chapitre VIII du titre *Vbis* du même décret, il est inséré un article 140/47 rédigé comme suit :

"Art. 140/47. Le Gouvernement contrôle le respect des conditions fixées à l'article 140/41. Le refus de se soumettre à un contrôle ou l'entrave à un contrôle entraîne la présomption réfragable que le bénéficiaire de la subvention ne respecte pas les conditions fixées à l'article 140/41, alinéa 2.

Sauf décision contraire préalable du Gouvernement, le bénéficiaire doit rembourser la subvention, au prorata du nombre d'années restant à courir, si, dans le délai de dix ans prenant cours à partir du 1^{er} janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée, il n'est plus satisfait aux conditions fixées à l'article 140/41, alinéa 2."

Art. 96. A l'article 171 du même décret, entre les mots "d'une dénomination" et "fixées par le présent décret" sont insérés les mots "d'établissement d'hébergement touristique de terroir".

Art. 97. Dans le même décret, les mots "Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis" et "Règlement n° 69/2001 précité" sont remplacés par "Règlement (CE) n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis".

Art. 98. Dans le même décret, les mots "certificat de bonne vie et mœurs" sont remplacés par "extrait de casier judiciaire".

CHAPITRE III. — Des modifications du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage

Art. 99. A l'article 4 du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, la phrase "dans tous les cas, tout terrain de caravanage doit, en vue de son exploitation, répondre aux exigences requises pour la catégorie la moins élevée de la classification visée au 4^o" sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots "camping touristique" sont remplacés par le mot "caravanage".

CHAPITRE IV. — *Des modifications du décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux attractions touristiques*

Art. 100. Dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux attractions touristiques, les mots "Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides de minimis" et "Règlement n° 69/2001 précité" sont remplacés par "Règlement (CE) n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis".

CHAPITRE V. — *Des modifications du décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades*

Art. 101. L'article 2, 9°, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades est remplacé par la disposition suivante :

"9° Commission régionale : il est institué une Commission régionale.

La Commission régionale comprend :

- a) le commissaire général au tourisme ou son délégué;
- b) l'inspecteur général de la Division nature et forêt ou son délégué;
- c) un délégué du Conseil supérieur wallon de la chasse, ayant la qualité de chasseur;
- d) deux délégués du Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois, l'un ayant la qualité de propriétaire forestier privé, l'autre celle d'exploitant forestier;
- e) un délégué du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature ayant la qualité de membre d'une association de Conservation de la Nature;
- f) deux concepteurs et deux utilisateurs d'itinéraire permanent;
- g) un délégué du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne.

Le Gouvernement organise un appel public aux candidatures en ce qui concerne les membres visés à l'alinéa précédent, point f.

Les conseils présentent au Gouvernement une double liste de candidats effectifs et suppléants.

Le Gouvernement nomme les membres de la Commission régionale et parmi ceux-ci désigne le président et le vice-président.

La Commission régionale délibère valablement quelque soit le nombre de membres présents.

La Commission régionale a le droit d'inviter à ses séances toute personne qu'elle souhaite entendre sur des problèmes en discussion.

La Commission régionale arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation.

La durée du mandat des membres est de cinq ans. Les mandats sont personnels et renouvelables. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le membre nouvellement désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Un membre qui n'a pas assisté aux séances de la Commission régionale durant deux années consécutives est considéré d'office comme démissionnaire.

Les fonctions de membre de la Commission régionale sont rémunérées à raison de 50 euros par séance. A l'exception des membres visés au 1° et 2°, les membres de la Commission régionale ont droit à l'indemnité pour frais de parcours à charge du budget de la Région wallonne. A cette fin, ces membres sont assimilés aux fonctionnaires."

Art. 102. Dans le même décret, est inséré un article *6bis* rédigé comme suit :

"Art. *6bis*. Le Commissariat général au tourisme de la Région wallonne et les maisons du tourisme, dans les limites de leur ressort, peuvent utiliser et reproduire l'itinéraire et les supports y afférents sans l'accord exprès et écrit du titulaire de l'autorisation."

Art. 103. Le titre II du même décret est complété par le chapitre suivant : "CHAPITRE VI. — *De la certification du balisage d'un itinéraire permanent*".

Art. 104. Dans le chapitre VI du titre II du même décret, il est inséré un article *25bis* rédigé comme suit :

"Art. *25bis*. La certification d'un itinéraire permanent permet de vérifier que le balisage de l'itinéraire permanent autorisé est conforme aux dispositions du présent décret ou prises en vertu de celui-ci ainsi qu'à l'autorisation de baliser.

La certification peut être provisoire si au moins 90 % des éléments constituant le balisage d'un itinéraire permanent autorisé sont posés et conformes. La certification provisoire précise les éléments non conformes ou manquants.

La certification est définitive lorsque tous les éléments constituant le balisage d'un itinéraire permanent autorisé sont posés et conformes.

Le Commissariat général au tourisme ou une personne agréée peut délivrer la certification, provisoire ou définitive, du balisage d'un itinéraire permanent."

Art. 105. Dans le chapitre VI du titre II du même décret, il est inséré un article *25ter* rédigé comme suit :

"Art. *25ter*. Toute personne qui réussit l'examen de balisage organisé par le Commissariat général au tourisme bénéficie de l'agrément visé à l'article *25bis*.

L'examen est organisé au moins une fois par an par le Commissariat général au tourisme et comporte une épreuve écrite portant sur la connaissance de la réglementation et une épreuve de terrain. L'examen est annoncé par voie de presse générale au moins un mois avant sa tenue.

Si le candidat obtient au moins 80 % des points de l'épreuve écrite, il peut participer à l'épreuve de terrain.

L'épreuve de terrain consiste à analyser un itinéraire permanent d'au moins 5 km et à identifier précisément tous les éléments non conformes.

L'agrément a une validité d'une durée de sept ans.

La liste des personnes agréées est publiée par le Commissariat général au tourisme."

Art. 106. Dans le chapitre VI du titre II du même décret, il est inséré un article *25quater* rédigé comme suit :

"Art. *25quater*. La personne agréée ne peut délivrer de certification par rapport à un itinéraire permanent dont elle est le concepteur ou le réalisateur, ou si elle a un lien direct avec le concepteur ou le réalisateur de l'itinéraire permanent. Le Commissaire général au tourisme peut retirer l'agrément de la personne qui contrevient au présent article après l'avoir invitée à faire valoir ses arguments et, si elle en fait la demande, après l'avoir entendue."

Art. 107. L'article 26, 1°, du même décret est complété comme suit : "ainsi que la certification du balisage de l'itinéraire permanent".

Art. 108. A l'article 28 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "et de la pose des balises" sont remplacés par "de la pose des balises et de la certification du balisage";

2° il est inséré le paragraphe suivant :

"§ 6. Pour le calcul de la part de subvention relative à la certification du balisage, le montant maximum pris en compte est fixé à 50 euros par kilomètre de balisage certifié."

Art. 109. A l'article 32, § 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : "et pour autant que l'itinéraire permanent ait fait l'objet d'une certification, provisoire ou définitive, de la part d'une personne agréée";

2° à l'alinéa 2, les mots "doit être présenté" sont remplacés par les mots "et la certification définitive doivent être présentés".

CHAPITRE VI. — *Des modifications du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme*

Art. 110. L'article 4, § 2, du décret du 27 mai 2004, relatif à l'organisation du tourisme, est complété par la disposition suivante :

"10° décider de soumettre les biens dont il est propriétaire à un régime de domanialité publique ou de domanialité privée".

Art. 111. L'article 6, alinéa 4, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées au commissaire général au tourisme et, sur délégation expresse ou en cas d'incapacité de celui-ci, au commissaire général adjoint."

Art. 112. A l'article 7 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1^o, est remplacé par la disposition suivante : "1° coordonner les actions du Commissariat général au tourisme et de l'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles, notamment les actions de structuration et de promotion des filières touristiques; ";

2° l'alinéa 1^{er}, 2^o, est supprimé.

Art. 113. L'article 46, 6^o, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

"6° le comité technique des villages de vacances et des résidences de tourisme, de titulaires d'une autorisation d'utiliser une dénomination visée à l'article 2, 24^obis et 30^o, du décret relatif aux établissements d'hébergement touristique et de représentants d'associations professionnelles en fonction du nombre d'adhérents,".

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 114. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 40 à 95 du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 octobre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon 834 (2008-2009). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 octobre 2008.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4157

[2008/204211]

23 OKTOBER 2008. — Decreet houdende verschillende maatregelen betreffende toeristische logiesverstreckende inrichtingen, de toeristische bezienswaardigheden, de organisatie van het toerisme en de gemarkeerde toeristische wandelroutes (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen*

Art. 2. Artikel 2 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen wordt aangevuld als volgt :

29° kampplaats : de logiesverstreckende inrichting die uitsluitende verhuurd wordt aan of ter beschikking wordt gesteld van een kamp van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie;

30° toerismeverblijf : elke logiesverstreckende inrichting met winstoogmerk die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

- ze wordt voortdurend geëxploiteerd;
- ze bestaat uit een homogeen geheel van kamers of gemeubileerde woningen met inbegrip van een keukenhoek;
- ze kan per overnachting, per week of per maand gehuurd worden;
- ze heeft een maximale capaciteit van minstens 100 personen;
- ze wordt door één enkele natuurlijke of rechtspersoon beheerd;
- ze leeft de minimale indelingsnormen zoals bedoeld in of krachtens artikel 33 na;
- ze gebruikt de benaming "toerismeverblijf", "zakenvverblijf" of "dienstenverblijf";
- ze is gelegen buiten elke logiesverstreckende inrichting die een andere benaming bepaald bij dit artikel gebruikt;

31° gecertificeerde zending : de zending verricht bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of elk ander middel dat door de Regering als gelijkwaardig wordt beschouwd".

Art. 3. In het opschrift van titel II van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "en vakantiedorpen" vervangen door de bewoordingen ", vakantiedorpen en toerismeverblijven".

Art. 4. In hetzelfde decreet worden de bewoordingen "ter post aangetekend schrijven" en "ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst" of "ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs" vervangen door "gecertificeerde zending".

Art. 5. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "en 24bis" vervangen door de bewoordingen ", 24bis en 30".

Art. 6. In artikel 10, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "bedoeld in artikel 24" vervangen door de bewoordingen "bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 1° en 2°".

Art. 7. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of het vakantiedorp" vervangen door de bewoordingen ", het vakantiedorp of het toerismeverblijf".

Art. 8. In artikel 18, 2° en 3°, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of het vakantiedorp" vervangen door de bewoordingen ", het vakantiedorp of het toerismeverblijf".

Art. 9. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de bewoordingen "en 24bis" vervangen door de bewoordingen "24bis 30";

2° in § 1, tweede lid, 4° wordt het woord "minimumoppervlakte" vervangen door het woord "maximumoppervlakte" en wordt het woord "percelen" vervangen door "plaatsen";

3° in § 2, worden de bewoordingen "het eerste lid" vervangen door de bewoordingen "het eerste lid van vorige paragraaf".

Art. 10. In artikel 36 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "en hun verblijfseenheden" vervangen door de bewoordingen ", een verblijfseenheid of een toerismeverblijf".

Art. 11. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of de verblijfseenheid" vervangen door de bewoordingen ", een verblijfseenheid of een toerismeverblijf".

Art. 12. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid, 4°, wordt aangevuld als volgt : "of tot vergunning onder voorwaarde";

2° in het vierde lid, worden de bewoordingen "herziening van de categorie-indeling" vervangen door de bewoordingen "herziening van de categorie-indeling bedoeld in het eerste lid, 4°".

Art. 13. Artikel 51, § 1, 7° van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"7° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité vakantiedorpen en toerismeverblijven".

Art. 14. In artikel 76, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "en de bewoningsdichtheid van het gebouw" vervangen door de bewoordingen "en de ouderdom van het gebouw".

Art. 15. In artikel 77, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt de zin "De termijn en de hernieuwingen ervan mogen in totaal de twaalf maanden niet overschrijden" vervangen door de zin "De termijn en de eventuele verlengingen ervan mogen in totaal dertig maanden niet overschrijden".

Art. 16. In artikel 78, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt de tweede zin vervangen als volgt : "Deze termijn begint op de datum van ondertekening van het brandveiligheidsattest door de bevoegde overheid."

Art. 17. Artikel 82 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het derde lid worden de bewoordingen "en van het verslag van de brandweerdienst" ingevoegd tussen het woord "beslissing" en de bewoordingen "wordt kennis gegeven";

2° het derde lid wordt aangevuld met de zin "Tegelijkertijd stuurt de burgemeester een volledig afschrift van deze kennisgeving aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme".

Art. 18. In artikel 84, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "zijn beroep" vervangen door de bewoordingen "zijn aanvraag".

Art. 19. Artikel 94, § 1, 8° van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"8° twee gewone leden, voorgedragen door het technisch comité vakantiedorpen en toerismeverblijven".

Art. 20. In artikel 95, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "of 24bis" vervangen door de bewoordingen ", 24bis of 30".

Art. 21. In artikel 103, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of van vergunningshouder" ingevoegd na de bewoordingen "het van eigenaar".

Art. 22. In artikel 108, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of van vergunningshouder" ingevoegd na de bewoordingen "indien van eigenaar".

Art. 23. In artikel 111, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of van vergunningshouder" ingevoegd na de bewoordingen "indien van eigenaar".

Art. 24. In artikel 115 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "en 1.000 euro per kampeerterrein op de hoeve" ingevoegd tussen de bewoordingen "de per toeristisch kampeerterrein" en "aftrekbare belasting over de toegevoegde waarde".

Art. 25. In artikel 116, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "of van vergunningshouder" ingevoegd na de bewoordingen "indien van eigenaar".

Art. 26. In het opschrift van hoofdstuk V van titel V van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "en de toeristische kampeerterreinen" vervangen door de bewoordingen ", de toeristische kampeerterreinen, de vakantiedorpen en de verblijfseenheden".

Art. 27. Titel V van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende hoofdstuk :

"Hoofdstuk IVbis — Subsidies voor de vakantiedorpen en de verblijfseenheden".

Art. 28. In hoofdstuk IVbis van hetzelfde decreet wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift : "Afdeling 1 - Subsidies voor de gemeenschappelijke uitrustingen van de vakantiedorpen".

Art. 29. In afdeling 1 van hoofdstuk IVbis van titel V van hetzelfde decreet wordt een artikel 116bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 116bis. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kent de Regering een subsidie toe voor de aanleg en de uitrusting van vakantiedorpen, evenals voor het ereloon in verband ermee en voor de aankoop van de materialen die nodig zijn voor de uitvoering van de werkzaamheden bestemd voor de oprichting of de modernisering van de vakantiedorpen".

Art. 30. In afdeling 1 van hoofdstuk IVbis van titel V van hetzelfde decreet wordt een artikel 116ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 116ter. De aankopen en werken waarvoor een subsidie verleend kan worden krachtens artikel 116bis zijn de volgende :

1° de werkzaamheden betreffende de aanleg en de uitrusting van de installaties voor de behandeling, de zuivering en de lozing van het afvalwater met inbegrip van de algemene riolering en de ontsmettingssystemen;

2° de aanleg van speel- en sportterreinen alsmede de onafzetbare uitrustingen die deel uitmaken van die aanleg voor zover hun toegang vrij en gratis is voor de gasten;

3° de installaties voor de verzameling en de selectieve afvalsortering met inbegrip van de containers;

4° de inrichting van parken, tuinen en bloemperken op basis van plaatselijke soorten;

5° de werken voor de overeenstemming met de specifieke of basisnormen inzake brandveiligheid;

6° de verkeersbebakening van het vakantiedorp die voldoet aan de criteria van de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale reglementering alsmede de interne bebakening van het vakantiedorp;

7° de inrichting van een onthaalokaal, met inbegrip van zijn balie, het computer- en informatiemateriaal en de software alsmede een ruimte met verbinding zonder draad met internetnetwerk;

8° de installatie van een systeem voor de opvang en het gebruik van regenwater;

9° de aankoop en de installatie van het materiaal voor de productie van hernieuwbare energieën dat uitsluitend voor het vakantiedorp bestemd is, alsmede de vervanging van uitrustingen van het vakantiedorp, waardoor het energieverbruik van de betrokken structuur met minstens 30 % verminderd kan worden;

10° de specifieke inrichtingen met het oog op de overeenstemming met alle bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of genomen krachtens laatstgenoemde; deze bepalingen betreffen de specifieke inrichtingen voor de opvang van personen met een verminderde beweeglijkheid."

Art. 31. In afdeling 1 van hoofdstuk IVbis van titel V van hetzelfde decreet wordt een artikel 116quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 116quater. § 1. Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden en ereloon bedoeld in artikel 116bis.

In afwijking van het eerste lid, bedraagt het subsidiepercentage 50 % van de kostprijs van de investeringen bedoeld in artikel 116ter, 1°, 5°, 9° en 10°.

§ 2. Er kan geen enkele subsidie worden toegekend indien de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden en ereloon lager is dan 5 000 euro per vakantiedorp, belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

§ 3. Het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een vakantiedorp mag 50.000 euro per periode van drie jaar overschrijden, zelfs bij verandering van eigenaar".

Art. 32. In hoofdstuk IVbis van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift :

"Afdeling 2. — Subsidies voor de verblijfseenheden".

Art. 33. In afdeling 2 van hoofdstuk IVbis van titel V van hetzelfde decreet wordt een artikel 116quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 116quinquies. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kent de Regering een subsidie toe voor de aankoop van roerende goederen of materialen en voor de werkzaamheden en het ereloon :

1° bestemd om een verblijfseenheid van een vakantiedorp in overeenstemming te brengen met de specifieke of basisnormen inzake brandveiligheid;

2° bestemd om het globale energieverbruik van de verblijfseenheid met minstens 30 % te verminderen.”

Art. 34. In afdeling 2 van hoofdstuk IVbis van titel V van hetzelfde decreet wordt een artikel 116sexies ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 116sexies. Het subsidiepercentage bedraagt 50 % van de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden en ereloon bedoeld in artikel 116quinquies, 1°.

Het subsidiepercentage bedraagt 30 % van de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden en ereloon bedoeld in artikel 116quinquies, 2°.

Per periode van tien jaar kan het totaalbedrag van de voor een verblijfseenheid toegekende subsidies niet hoger zijn dan 5.000 euro zelfs in geval van verandering van eigenaar.

De Regering is gemachtigd om een maximumbedrag per categorie werkzaamheden vast te leggen”.

Art. 35. Artikel 118 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen ”en 112” vervangen door de bewoordingen ”, 112, 116bis en 116quinquies”;

2° in het eerste lid, 1°, worden de bewoordingen ”, of de vertegenwoordigende eenheid wanneer de verzoeker de eigenaar is van een verblijfseenheid of een vakantiedorp,” ingevoegd tussen de bewoordingen ”de verzoeker” en ”dient houder te zijn”.

Art. 36. In artikel 119 van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen ”en 116” vervangen door de bewoordingen ”116, 116quater en 116sexies”.

Art. 37. Artikel 121 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de bewoordingen ”of een toeristisch kampeertrein” vervangen door ”, een toeristisch kampeertrein of een vakantiedorp”;

2° in § 1, derde lid, worden de bewoordingen ”of voor een verblijfseenheid” ingevoegd tussen de bewoordingen ”voor een gemeubileerde vakantiewoning” en het woord ”betreft”;

3° in § 2, tussen derde en vierde lid, worden de twee volgende leden ingevoegd :

”De subsidie bedoeld in artikel 116bis kan het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 116quater, § 3, en het bedrag bepaald overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf niet overschrijden.

”De subsidie bedoeld in artikel 116quinquies kan het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 116sexies, tweede lid, en het bedrag bepaald overeenkomstig het derde lid van deze paragraaf niet overschrijden”;

4° in § 2, zevende lid, worden de bewoordingen ”of een toeristisch kampeertrein” vervangen door ”, een toeristisch kampeertrein of een vakantiedorp” en worden de bewoordingen ”en 116” vervangen door ”, 116 en 116quater”;

5° in § 2, lid 9, worden de bewoordingen ”of voor een verblijfseenheid” ingevoegd tussen de bewoordingen ”gemeubileerde vakantiewoning” en ”het maximumbedrag” en worden de bewoordingen ”of 116sexies” ingevoegd tussen de bewoordingen ”artikel 111” en het woord ”bereikt”.

Art. 38. In artikel 122 van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen ”of 112” vervangen door de bewoordingen ”, 112, 116bis of 116quinquies”.

Art. 39. Artikel 123, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in 5° worden de bewoordingen ”of de vertegenwoordigende eenheid als het gaat om een verblijfseenheid of een vakantiedorp,” ingevoegd tussen de bewoordingen ”de begunstigde” en het woord ”dient”;

1° er wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

”6° de facturen betreffende de onroerende werkzaamheden worden enkel in aanmerking genomen voor zover ze opgesteld worden door bij de Federale Overheidsdienst Financiën geregistreerde ondernemingen”;

3° er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

”7° elke factuur die rechtstreeks of via een gebonden persoon, namelijk de onderneming waarvan de verzoeker of zijn bloedverwant tot de derde graad of elke samenwonende persoon, de bediende, de beheerder of de eigenaar is, opgesteld is door de eigenaar of de beheerder van de toeristische logiesverstrekende inrichting wordt in aanmerking genomen.”

Art. 40. Er wordt een titel Vbis in hetzelfde decreet ingevoegd, met als opschrift : ”Kampplaatsen”.

Art. 41. In titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift : ”Label”.

Art. 42. In hoofdstuk I van titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/1. De eigenaar of de beheerder van een kampplaats kan om de toekenning van het label voor zijn toeristische logiesverstrekende inrichting door een erkende instelling vragen. Het label kan aangevuld worden met een indeling in drie categorieën volgens de normen die door de Regering op basis van de criteria bedoeld in artikel 140/24 bepaald worden”.

Art. 43. In hoofdstuk I van titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/2. Het label wordt voor maximum tien jaar verleend”.

Art. 44. In hoofdstuk I van titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/3 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/3. Het label is niet overdraagbaar”.

Art. 45. In titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift : ”Procedure”.

Art. 46. In hoofdstuk II van titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/4. De aanvraag van een label wordt bij gecertificeerde zending bij de erkende instelling ingediend. Om ontvankelijk te zijn wordt de betaling van de forfaitaire bijdrage, waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald, eerst bij de erkende instelling verricht”.

Art. 47. In hoofdstuk II van titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/5 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/5. De Regering stelt de inhoud vast en bepaalt de label-aanvraag. Zij bepaalt de vorm van de aanvraag”.

Art. 48. In hoofdstuk II van titel Vbis van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/6 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/6. Indien de aanvraag onvolledig is, richt de erkende instelling binnen de vijftien dagen na ontvangst bij gecertificeerde zending een lijst van de ontbrekende stukken aan de verzoeker en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. De ontbrekende stukken dienen te worden gericht aan de erkende instelling bij gecertificeerde zending.”

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt de erkende instelling een bericht van ontvangst aan de verzoeker, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is."

Art. 49. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/7. De erkende instelling beslist over de label-aanvraag en richt zijn beslissing aan de verzoeker binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 140/6, tweede lid.

Tegelijk wordt ze aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische logiesverstrekkende inrichting gevestigd is, gericht.

Het uitblijven van kennisgeving aan de verzoeker binnen de gestelde termijn staat gelijk met een weigeringsbeslissing".

Art. 50. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/8. § 1. In geval van afstand van een kampplaats dient de overnemer binnen drie maanden te rekenen van de afstand een label-aanvraag in. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 140/4 tot en met 140/6.

Bij overlijden van de vergunninghouder dient de overnemer een label-aanvraag in binnen zes maanden te rekenen van het overlijden. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 140/4 tot en met 140/6.

§ 2. In afwijking van § 1 bestaat de aanvraag, indien de kampplaats overgenomen wordt door de samenwonende, een bloedverwant in opgaande dan wel nederdalende lijn in de eerste graad, uit een uittreksel van het strafregister ten behoeve van een overheidsbestuur en die namens de verzoeker is afgeleverd sinds minder dan drie maanden. Dat bewijs wordt binnen zes maanden na het overlijden gericht aan de erkende instelling, bij gecertificeerde zending. Binnen dertig dagen na ontvangst ervan beslist de erkende instelling over de label-aanvraag en geeft er kennis van aan de verzoeker. Het uitblijven van kennisgeving aan de verzoeker binnen de gestelde termijn staat gelijk met een beslissing tot weigering van toekenning van het label.

§ 3. In afwijking van artikel 140/2 kan het label in de gevallen bepaald in de paragrafen 1 en 2 gebruikt blijven worden tot en met de kennisgeving van de komende beslissing of het verstrijken van de termijn van dertig dagen bepaald in paragraaf 2, tweede lid, voor zover de aanvraag binnen de vastgestelde termijn is ingediend."

Art. 51. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/9 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/9. Binnen drie maanden na de vervanging van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de kampplaats laat de labelhouder bij gecertificeerde zending een uittreksel van het strafregister ten behoeve van een overheidsbestuur geworden aan de erkende instelling en die op naam van de vervanger is afgeleverd sinds minder dan drie maanden."

Art. 52. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art 140/10. Het label vermeldt :

- de identiteit van de houder;
- de identificatie en de ligging van de kampplaats;
- in voorkomend geval, de indelingscategorie;
- de basiscapaciteit en de maximale capaciteit van de kampplaats;
- in voorkomend geval, de duur waarvoor hij wordt verleend.

Het label wordt aangeplakt op door de Regering bepaalde wijze."

Art. 53. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/11. De labelhouder meldt aan de erkende instelling elke wijziging die van invloed zou kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van het label of de indeling, bij gecertificeerde zending binnen dertig dagen te rekenen van de wijziging."

Art. 54. In hoofdstuk II van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/12 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/12. De erkende instelling of het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde vragen dat een nieuw uittreksel van het strafregister ten behoeve van een overheidsbestuur overgemaakt wordt en dat sinds minder dan drie maanden aan de labelhouder of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de kampplaats is afgeleverd. Dat verzoek geschiedt minstens vijfjaarlijks."

Art. 55. In titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift : "Intrekking van het label".

Art. 56. In hoofdstuk III van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/13 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/13. Het label kan ingetrokken worden door de erkende instelling of het Commissariaat-generaal voor Toerisme :

1° indien de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten niet in acht genomen worden;

2° indien de labelhouder of de persoon belast met het dagelijks bestuur van de kampplaats veroordeeld is bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden en die in België voor een inbreuk omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat gelijkaardig is aan feit dat één van die overtredingen vormt."

Art. 57. In hoofdstuk III van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/14 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/14. Vóór een beslissing te treffen tot intrekking van een label, licht de erkende instelling of het Commissariaat-generaal voor Toerisme diens houder bij gecertificeerde zending in over de grond voor de vooropgestelde intrekking.

De houder beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om zijn opmerkingen bij gecertificeerde zending aan de initiatiefnemer van de procedure tot intrekking over te maken. Hij kan binnen dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden.

In dit geval wordt hij gehoord door het Commissariaat-generaal voor Toerisme in aanwezigheid van de erkende instelling. Er wordt een proces-verbaal opgesteld. De verzoeker en de erkende instelling worden minstens acht dagen vóór de vastgestelde datum over die hoorzitting ingelicht. De verzoeker kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze."

Art. 58. In hoofdstuk III van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/15 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/15. Binnen zes maanden na de termijn bedoeld in artikel 140/14, tweede lid, maakt de initiatiefnemer van de procedure zijn beslissing per gecertificeerde zending aan de labelhouder over.

De beslissing wordt gelijktijdig medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waarin de toeristische logiesverstrekkende inrichting gelegen is en aan ofwel het Commissariaat-generaal voor Toerisme, ofwel aan de erkende instelling."

Art. 59. In titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift : "Erkende instelling".

Art. 60. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/16 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/16. Onverminderd artikel 140/13 moet de erkende instelling de label-aanvragen behandelen, het label toekennen of weigeren, zorgen voor een regelmatige controle op de conformiteit van de kampplaatsen met de labelnormen en op eigen initiatief of op verzoek van de betrokkene overgaan tot de herziening of de intrekking van het label."

Art. 61. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/17 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/17. De erkende instelling wordt na een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* aangewezen door de Regering voor een periode van vijf jaar die eenmaal verlengd kan worden."

Art. 62. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/18 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/18. De oproep tot de kandidaten wordt bepaald door de Regering en vermeldt de in artikel 140/19 bedoelde voorwaarden, de in artikel 140/20 bedoelde selectiecriteria en de procedure tot aanwijzing van de erkende instelling."

Art. 63. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/19 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/19. Om ontvankelijk te zijn moet elke kandidatuur de volgende voorwaarden vervullen :

1° ze wordt opgesteld door een VZW waarvan het maatschappelijke doel verenigbaar is met de opdracht van de erkende instelling;

2° de VZW heeft onder haar leden minstens twee jeugdbewegingen erkend door de Franse Gemeenschap;

3° de statuten van de VZW garanderen haar pluralisme en stellen elke jeugdorganisatie die kampen organiseert in het Franse taalgebied en die erkend is door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie, in staat om er gewoon lid van te worden;

4° de VZW neemt minstens één persoon in dienst met een kwalificatie die minstens gelijkwaardig is aan die van de baccalaureus, of verbindt zich ertoe een dergelijke persoon in dienst te nemen;

5° de bestuurders en de personeelsleden van de VZW hebben een blanco strafregister;

6° de VZW presenteert een organisatieprogramma, waarbij minstens een tweejarig de controle op de inrichtingen voorzien van een kwaliteitslabel wordt gewaarborgd; en engageert zich voor dat programma."

Art. 64. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/20 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/20. De Regering wijst de erkende instelling aan onder de ontvankelijke kandidaturen en op basis van de volgende criteria :

1° de representativiteit van de leden van de VZW ten opzichte van het aantal leden van jeugdorganisaties erkend door de Franse Gemeenschap en die kampen in het Franse taalgebied organiseren;

2° de kwaliteit van het voorgestelde organisatieprogramma waarin de wijze wordt omschreven waarop de opdrachten inzake de behandeling van de label-aanvragen optimaal zullen worden uitgeoefend;

3° de kwalificatie van de door de VZW aangeworven personen;

4° elk ander criterium dat als gepast wordt beschouwd en geformuleerd door de Regering bij de oproep tot de kandidaten."

Art. 65. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/21 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/21. De erkende instelling :

1° maakt voortdurend en per computer het geheel van de gegevens betreffende de label-aanvragen toegankelijk voor de diensten van het Commissariaat-generaal voor Toerisme en op de van een label voorziene kampplaatsen;

2° maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme haar jaarlijkse rekeningen alsmede een jaarlijks opdrachtverslag over;

3° verstrekt zo spoedig mogelijke elke informatie aangevraagd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme betreffende haar opdracht;

4° maakt het geheel van het gelabelliseerde aanbod, zijn eigenschappen en zijn omschrijving op een web-site bekend.

De Regering is ertoe gemachtigd om de inhoud van het jaarlijkse opdrachtverslag te bepalen."

Art. 66. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/22 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/22. Als de erkende instelling de in de artikelen 140/19 en 140/21 bedoelde voorwaarden niet meer naleeft, maakt de Regering haar een ingebrekestelling over met vermelding van de geopperde bezwaren. Als de erkende instelling zich binnen de volgende zestig dagen niet volledig heeft aangepast aan de bij de artikelen 140/19 of 140/21 bepaalde voorwaarden, trekt de Regering de erkenning in en lanceert een nieuwe openbare procedure voor de oproep tot de kandidaten.

Gedurende de voor de aanwijzing van een nieuwe erkende instelling nodige termijn, worden de opdrachten van laatstgenoemde uitgeoefend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme."

Art. 67. In hoofdstuk IV van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/23 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/23. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kent de Regering een subsidie toe aan de erkende instelling volgens de structuur bedoeld in artikel 11 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

In geval van intrekking van de erkenning wordt de subsidie verminderd naargelang van de periode waarin de VZW de erkenning heeft genoten. De onbehoorlijk gestorte sommen zullen terugbetaald worden."

Art. 68. In titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift : "Voorwaarden voor de toekenning van het label, de handhaving, de indeling en de herziening ervan".

Art. 69. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/24 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/24. Het label, met inbegrip van de indeling, van een kampplaats is afhankelijk van de naleving van de door de Regering bepaalde voorwaarden.

Die kunnen betrekking hebben op :

- 1° de kenmerken van het gebouw en diens naaste omgeving zoals meer bepaald de ruimteindeling en de uitrusting ervan;
- 2° de basiscapaciteit en de maximale capaciteit;
- 3° de specifieke normen inzake hygiëne, comfort en veiligheid van het gebouw en diens naaste omgeving;
- 4° het zedelijk gedrag van de verzoeker, van de labelhouder en van de persoon belast met het dagelijks beheer van de kampplaats;
- 5° het voor elke bewoning te ondertekenen contract;
- 6° de maximale prijs van de overnachting per persoon en de voor de lasten verlangde kostprijs;
- 7° de identificatie van de ligging van de kampplaats;
- 8° de minimale duur van de terbeschikkingstelling van de kampplaats;
- 9° de naleving van de kalmte van de buurt;
- 10° het afvalbeheer;
- 11° het percentage energieverbruik.”.

Art. 70. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/25 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/25. De label van een kampplaats is onverenigbaar met de vergunning tot gebruik van een benaming bedoeld in artikel 2, 3° tot 8°, 21°, 24°*bis*, 24°*ter* en 30° van het decreet.”

Art. 71. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/26 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/26. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert, via de erkende instelling, aan de labelhouder een schild af waarop de toegewezen categorie-indeling wordt aangegeven. Dat schild blijft eigendom van het Waalse Gewest. De Regering stelt het model van het schild vast en bepaalt de regels voor aanbrengen en teruggave ervan.”

Art. 72. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/27 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/27. Niemand kan van het schild of elke andere tekening of elk ander teken dat naar de label of een categorie-indeling verwijst, gebruik maken indien hij niet beschikt over het label of de daarop betrekking hebbende indeling.”

Art. 73. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/28 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/28. De erkende instelling herzielt de indeling van een kampplaats indien laatstgenoemde overeenstemt met de voorwaarden die beantwoorden aan de indeling bij een hogere of lagere categorie.”

Art. 74. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/29 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/29. Wanneer een herziening van de indeling door de labelhouder wordt aangevraagd, wordt de aanvraag per gecertificeerde zending ingediend bij de erkende instelling aan de hand van het door de Regering bepaalde formulier. Om ontvankelijk te zijn moet de betaling van de forfaitaire bijdrage bij de erkende instelling uitgevoerd zijn.

Daarbij worden alle inlichtingen en documenten gevoegd die de herziening van de indeling mogelijk zouden maken.”

Art. 75. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/30 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/30. Indien het van mening is dat het verzoek alle bestanddelen bevat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt de erkende instelling per gecertificeerde zending binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst over waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een gecertificeerde zending aan de verzoeker waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en geeft het aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. Binnen vijftien dagen na ontvangst ervan richt de erkende instelling per gecertificeerde zending een bericht van ontvangst aan de verzoeker waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.”.

Art. 76. In hoofdstuk V van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/31 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/31. De erkende instelling geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is. De erkende instelling kan, in voorkomend geval, de kampplaats indelen in een categorie die door de verzoeker niet aangevraagd wordt.

De beslissing van de erkende instelling wordt per gecertificeerde zending aan de verzoeker betekend. Het uitblijven van de kennisgeving aan de verzoeker binnen de termijn bepaald in het eerste lid staat met een beslissing tot weigering gelijk.”.

Art. 77. In titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VI ingevoegd met als opschrift : ”Beroepen”.

Art. 78. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/32 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/32. De verzoeker of de labelhouder, hierna eveneens ”de verzoeker” genoemd, kan een gemotiveerd beroep bij de Regering indienen tegen de beslissing :

- 1° tot weigering of intrekking van het label;
- 2° tot herziening van de indeling op initiatief van de erkende instelling;
- 3° tot weigering om de herziening van de indeling toe te kennen.

Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing of, in de gevallen bepaald in de artikelen 140/7, 140/8, § 2 en 140/31 na de datum waarop de beslissing tot weigering als vaststaand wordt beschouwd.

Het wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en bij het beroep wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Het beroep is niet opschortend behalve indien het betrekking heeft op een beslissing tot intrekking van het label of herziening van de indeling. In beide gevallen wordt de beslissing opgeschort tijdens het tijdsbestek dat aan de verzoeker wordt gewaarborgd om zijn beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot aan de beslissing van de Regering die over het beroep beslist.”

Art. 79. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/33 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 140/33. Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst per gecertificeerde zending aan de verzoeker.”.

Art. 80. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/34 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/34. In zijn beroep kan de verzoeker erom verzoeken gehoord te worden. De hoorzitting kan ofwel voor het Commissariaat-generaal voor Toerisme ofwel voor diens gemachtigde plaatsvinden. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt. De verzoeker wordt minstens acht dagen voor de vastgestelde datum over die hoorzitting ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze."

Art. 81. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/35 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/35. Binnen drie maanden na de zending van het in artikel 140/33 bedoelde bericht van ontvangst, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verslag aan de Regering over, die over het beroep beslist, en richt zijn beslissing aan de verzoeker binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 140/33."

Van de beslissing van de Regering wordt kennis gegeven aan het Commissariaat-generaal voor toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de verzoeker en aan de erkende instelling. De beslissing wordt tegelijk medegegeeld aan de burgemeester van de gemeente waar de kampplaats gelegen is."

Art. 82. In hoofdstuk VI van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/36 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/36. Indien de verzoeker de beslissing van de Regering niet gekregen heeft binnen tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 140/35, eerste lid, kan hij een rappelbrief versturen. Deze wordt per gecertificeerde zending gestuurd aan de Regering op het adres van het Commissariaat-generaal voor Toerisme. De inhoud ervan dient het woord "herinnering" te vermelden en op ondubbelzinnige wijze erom verzoeken dat over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd, beslist wordt."

Indien de kennisgeving van de beslissing van de Regering binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van de gecertificeerde zending dat de herinnering inhoudt, uitblijft, wordt het stilzwijgen van de Regering geacht een beslissing tot verwerping van het beroep uit te maken."

Art. 83. In titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VII ingevoegd met als opschrift : "Subsidies".

Art. 84. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/37 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/37. Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kent de Regering een subsidie toe voor de aankoop van uitrustingen of van materialen en voor de werkzaamheden en het desbetreffende ereloon om de gebouwen of gebouwgedeelten in overeenstemming te brengen met de basisnormen of specifieke normen inzake brandveiligheid en hygiëne."

Art. 85. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/38 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/38. Het subsidiepercentage bedraagt 50 % van de kostprijs van de aankopen, werkzaamheden en ereloon bedoeld in artikel 140/37."

Art. 86. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/39 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/39. Het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een kampplaats kan 12.500 euro per periode van tien jaar niet overschrijden, zelfs bij verandering van eigenaar of van de labelhouder."

Art. 87. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/40 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/40. De belasting over de toegevoegde waarde is inbegrepen in het bedrag van de aankopen, werkzaamheden en ereloon die voor subsidie in aanmerking komen, indien die belasting niet door de verzoeker gerecupereerd wordt."

Art. 88. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/41 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/41. De toekenning van de in artikel 140/37 bedoelde subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden :

1° de verzoeker is houder van de label "kampplaats" of verbindt zich er schriftelijk toe om die label aan te vragen uiterlijk aan het einde van de werkzaamheden;

2° de verzoeker dient ter staving van zijn verzoek het dossier bedoeld in artikel 140/42 voor te leggen.

De subsidiegerechtigde houdt de bestemming van het goed en het voordeel van het label in stand tijdens tien jaar vanaf 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie vereffend is.

Er wordt geen enkele subsidie verleend indien een andere overheid reeds een subsidie heeft verleend voor die werkzaamheden, ereloon of aankopen. » .

Art. 89. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/42 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/42. De aanvraag om toekenning van een subsidie wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht op het formulier bepaald door de Regering. De Regering bepaalt de inhoud en de vorm van de subsidieaanvraag. Het aantal exemplaren dat het dossier dient te bevatten worden nader bepaald."

Art. 90. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/43 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/43. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidie-aanvraag krijgt voor een kampplaats, het subsidiebedrag toegekend voor die toeristische logiesverstrekking inrichting in de loop van de negen begrotingsjaren voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden."

De subsidie bedoeld in artikel 140/37 mag het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in artikel 140/39 en het bedrag bepaald overeenkomstig het vorige lid niet overschrijden.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de subsidiegerechtigde in over het de minimis-karakter van die tegemoetkoming overeenkomstig artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun."

Art. 91. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/44 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/44. De uitbetaling van de subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de volgende voorwaarden :

1° de aankopen worden uitgevoerd op zijn vroegst op 1 januari van het jaar van de indiening van de aanvraag en uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op het jaar van de vastlegging van de subsidie in de begroting; de werkzaamheden beginnen op zijn vroegst op 1 januari van het jaar van de indiening van de aanvraag en uiterlijk op 31 december volgend op het jaar van de vastlegging van de subsidie in de begroting;

2° de data van de gedetailleerde facturen betreffende de aankopen en werkzaamheden bedoeld in punt 1° zijn inbegrepen tussen de twee data die erin bedoeld zijn; wanneer de werkzaamheden evenwel gedurende het laatste kwartaal van het jaar volgend op het jaar van de vastlegging in de begroting geëindigd worden, wordt de factureringstermijn evenwel met drie maanden verlengd te rekenen van het einde van de werkzaamheden;

3° de aankopen en de werkzaamheden waarvoor ze toegekend is, worden voltooid en de toeristische logiesverstreckende inrichting moet functioneel zijn;

4o de toeristische logiesverstreckende inrichting heeft de label "kampplaats" gekregen."

Art. 92. In hoofdstuk VII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/45 ingevoegd, luidend als volgt :
"Art. 140/45. De subsidie wordt vereffend aan degene die de materiaalaankopen of de werkzaamheden financiert voor zover hij steeds eigenaar of labelhouder is op de dag van de vereffening."

Art. 93. In titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd met als opschrift : "Algemeen".

Art. 94. In hoofdstuk VIII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/46 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/46. De Regering is gemachtigd om het bedrag bepaald in artikel 140/39 aan te passen om rekening te houden met de waarde van de index der consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit decreet, volgens de formule :

waarbij de aanvankelijke index, de index is van de maand van inwerkingtreding van dit decreet en de nieuwe index, de index van de maand waarop die inwerkingtreding verjaart.

Art. 95. In hoofdstuk VIII van titel *Vbis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 140/47 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 140/47. De Regering gaat na of de in artikel 140/41 bedoelde voorwaarden vervuld worden. De weigering om zich te onderwerpen aan een controle of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden teweeg dat de subsidiegerechtigde de voorwaarden vastgesteld in artikel 140/41, tweede lid niet naleeft.

Behoudens voorafgaandelijke andersluidende beslissing van de Regering dient de subsidiegerechtigde de subsidie in verhouding tot het aantal overblijvende jaren terug te betalen indien binnen de termijn van tien jaar ingaand op 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie vereffend is, niet meer aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 140/41, tweede lid voldaan wordt."

Art. 96. In artikel 171 van hetzelfde decreet worden tussen de bewoordingen "van een benaming" en "vastgesteld bij dit decreet" de bewoordingen "van toeristische streekgebonden logiesverstreckende inrichting" ingevoegd.

Art. 97. In hetzelfde decreet worden de bewoordingen "Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun" en "Verordening nr. 69/2001 als voornoemd" vervangen door "Verordening (Eg) nr. 1998/2006 van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimis-steun."

Art. 98. In hetzelfde decreet worden de bewoordingen "bewijs van goed zedelijk gedrag" vervangen door "uittreksel van het strafregister".

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen*

Art. 99. Artikel 4 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van caravanterreinen wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 1°, vervalt de zin "in elk geval moet elk kampeer-caravanterrein, met het oog op het exploiteren ervan, beantwoorden aan de eisen bepaald voor de laagste categorie van de in 4° bedoelde classificatie";

1° in het tweede lid worden de bewoordingen "toeristisch kampeerterrein" vervangen door het woord "caravanterrein".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het decreet van 1 april 2004 betreffende de toeristische bezienswaardigheden*

Art. 100. In het decreet van 1 april 2004 betreffende de toeristische bezienswaardigheden worden de bewoordingen "Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun" en "voornoemde Verordening nr. 69/2001" vervangen door de bewoordingen "Verordening (EG) nr. 1998/2006 van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun".

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van het decreet van 1 april 2014 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen*

Art. 101. Artikel 2, 9° van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen wordt vervangen als volgt :

"9° gewestelijke commissie : er wordt een gewestelijke commissie opgericht.

De gewestelijke commissie bestaat uit :

a) de commissaris-generaal voor toerisme of zijn afgevaardigde;

b) de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen of zijn afgevaardigde;

c) een afgevaardigde de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad) die de hoedanigheid van jager heeft;

d) twee afgevaardigden van de "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtkolom); de ene met de hoedanigheid van privé-boseigenaar, de andere met de hoedanigheid van bosuitbater;

e) een afgevaardigde van de Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud) met de hoedanigheid van lid van een vereniging voor natuurbehoud;

f) twee uitwerkers en twee gebruikers van vaste wandelroute;

g) een afgevaardigde van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest).

De Regering organiseert een openbare oproep tot de kandidaten wat betreft de leden bedoeld in het vorige lid, punt f.

De Raden leggen de Regering een dubbele lijst van gewone en plaatsvervangende kandidaten voor.

De Regering benoemt de leden van de gewestelijke commissie en wijst onder die leden de voorzitter en de ondervoorzitter aan.

De gewestelijke commissie vergadert op geldige wijze ongeacht het aantal aanwezige leden.

De gewestelijke commissie heeft het recht om elke persoon die ze wenst te horen over de besproken problemen, op haar zittingen uit te nodigen.

De gewestelijke commissie bepaalt haar huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Het mandaat van de leden duurt vijf jaar. De mandaten zijn persoonlijk en verlengbaar. Bij vacature vóór het verstrijken van een mandaat voleindigt het onlangs aangewezen lid het mandaat van zijn voorganger.

Een lid dat de vergaderingen van de gewestelijke commissie gedurende twee opeenvolgende jaren niet heeft bijgewoond, wordt van ambtswege als ontslagnemend beschouwd.

De functies van lid van de gewestelijke commissie worden a rato van 50 euro per vergadering bezoldigd. Met uitzondering van de leden bedoeld in 1° en 2° hebben de leden van de gewestelijke commissie recht op de vergoeding wegens reiskosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. Daartoe worden deze leden gelijkgesteld met ambtenaren."

Art. 102. In hetzelfde decreet wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *6bis*. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het Waalse Gewest en de huizen voor toerisme kunnen binnen de perken van hun bevoegdheid de wandelroute en de desbetreffende dragers gebruiken zonder de uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de vergunninghouder."

Art. 103. Titel II van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende hoofdstuk : "HOOFDSTUK VI. — Certificering van de markering van een vaste wandelroute".

Art. 104. In hoofdstuk VI van titel II van hetzelfde decreet wordt een artikel *25bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *25bis*. Met de certificering van een vaste wandelroute wordt nagegaan of de markering van de toegelaten vaste wandelroute overeenstemt met de bepalingen van dit decreet of met de krachtens dit decreet genomen bepalingen en met de toelating om te markeren.

De certificering kan voorlopig zijn als minstens 90 % van de elementen die de markering van een toegelaten vaste wandelroute vormen, geplaatst worden en conform zijn. De voorlopige certificering bepaalt de niet-conforme of ontbrekende elementen nader.

De certificering is definitief wanneer alle elementen die de markering van een toegelaten vaste wandelroute vormen, geplaatst worden en conform zijn.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme of een erkende persoon kan de voorlopige of definitieve certificering van de markering van een vaste wandelroute afgeven."

Art. 105. In hoofdstuk VI van titel II van hetzelfde decreet wordt een artikel *25ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *25ter*. Elke persoon die voor de door het Commissariaat-generaal voor Toerisme georganiseerde markeringsexamen slaagt, geniet de in artikel *25bis* bedoelde erkenning.

Het examen wordt minstens één keer per jaar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme georganiseerd en bestaat uit een schriftelijk onderdeel over de kennis van de regelgeving en uit een terreinexamen. Het examen wordt minstens één maand voor het organiseren ervan via de algemene pers aangekondigd.

Als de kandidaat minstens 80 % van de punten van het schriftelijke examen behaalt, kan hij deelnemen aan het terreinexamen.

Het terreinexamen bestaat erin een vaste wandelroute van minstens 5 km te analyseren en alle niet-conforme elementen precies te identificeren.

De erkenning heeft een geldigheid van zeven jaar.

De lijst van de erkende personen wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme bekendgemaakt."

Art. 106. In hoofdstuk VI van titel II van hetzelfde decreet wordt een artikel *25quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *25quater*. De erkende persoon mag geen certificering afgeven voor een vaste wandelroute die ze uitgedacht of verricht heeft, of als ze een rechtstreekse band heeft met de ideeënman of de ontwerper van de vaste wandelroute. De Commissaris-generaal voor Toerisme kan de erkenning intrekken van de persoon die dit artikel overtreedt, nadat het haar erom verzocht heeft haar argumenten te laten gelden en, als ze erom verzocht heeft, nadat het haar gehoord heeft."

Art. 107. Artikel 26, 1°, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt : "alsmede voor de certificering van de markering van de vaste wandelroute".

Art. 108. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de bewoordingen "en het plaatsen van de markeringen" vervangen door "het plaatsen van de markeringen en de certificeringen van de markeringen";

2° er wordt de volgende paragraaf ingevoegd :

"§ 6. Voor de berekening van het deel van de subsidie betreffende de certificering van de markeringen wordt het overwogen maximumbedrag bepaald op 50 euro per kilometer gecertificeerde markeringen."

Art. 109. Artikel 32, § 1, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "en voor zover de vaste wandelroute het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorlopige of definitieve certificering van de erkende persoon";

2° in het tweede lid worden de bewoordingen "en de definitieve certificering dienen" ingevoegd na het woord "eindafrekening".

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme*

Art. 110. Artikel 4, § 2, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme wordt aangevuld als volgt :

"10° het onderwerpen van de goederen waarvan hij de eigenaar is, aan een stelsel van openbaar of privé-domeinrecht".

Art. 111. Artikel 6, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheid die aan de commissaris-generaal voor toerisme en, uitdrukkelijk of bij ongeschiktheid van laatstgenoemde, aan de Adjunct-commissaris-generaal worden verleend."

Art. 112. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen door volgende bepaling :

"1° de coördinatie van de acties van het Commissariaat-generaal voor Toerisme en van de "Office de promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles" (Dienst voor de bevordering van toerisme in Wallonië en Brussel), met name de acties i.v.m. met de structurering en de bevordering van toeristische filières;"

2° het eerste lid, 2°, vervalt.

Art. 113. Artikel 46, 6°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"6° : het technisch comité voor de vakantiedorpen en de toerismeverblijven, uit houders van een vergunning om gebruik te maken van een benaming bedoeld in artikel 2, 24bis en 30 van het decreet betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen, al naargelang het aantal leden;

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 114. De Regering stelt de datum vast van inwerkingtreding van de artikelen 40 tot 95 van dit decreet. Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 oktober 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 834, (2008-2009). Nrs. 1 en 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 oktober 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4158

[2008/204140]

6 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Comines-Warneton

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2003 approuvant le programme communal de développement rural de Comines-Warneton pour une durée de cinq ans;

Vu le document établi par la commune de Comines-Warneton dressant le bilan de son opération de développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Comines-Warneton du 22 juillet 2008 adoptant les fiches-projets contenues dans le document de bilan;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, rendu le 27 juin 2008;

Considérant, sur base du document dressant le bilan, qu'il est opportun que la commune de Comines-Warneton poursuive la mise en œuvre de son programme communal de développement rural;

Considérant que la commune de Comines-Warneton ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. La validité du programme communal de développement rural de la commune de Comines-Warneton est prolongée pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.